

La propagande du journal Le Monde ridiculisée par les révélations du grand journal Allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung

Frankfurter Allgemeine

ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND



LA "FAZ" (FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG) RÉVÈLE PLUSIEURS SCOOPS SUR LA GRAVITÉ DE LA SITUATION DE L'ESPAGNE ET DE L'EURO

Frankfurter Allgemeine

ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND



M. José Manuel García-Margallo, ministre espagnol des Affaires étrangères, pris dans la tourmente de l'Euro-Titanic - Au-dessus : le logo du journal Frankfurter Allgemeine Zeitung

- 1)- Face à la situation financière quasiment désespérée de l'Espagne, le ministre espagnol des Affaires étrangères provoque publiquement un esclandre contre la BCE de Mario Draghi
- 2)- Le gouvernement de Madrid juge que l'actuelle situation de l'euro et de l'UE « ne peut plus continuer encore très longtemps »
- 3)- Au moins 7 régions espagnoles en cessation de paiements
- 4)- Le front Monti-Rajoy contre Merkel aurait du plomb dans l'aile

Je signale à l'attention de nos lecteurs un autre article d'une grande importance, paru hier, 21 juillet 2012, dans la presse allemande.

Il s'agit d'un article du très grand journal de référence allemand "Frankfurter Allgemeine Zeitung", qui est le journal de qualité le plus sérieux outre-Rhin, à peu près à égalité avec Die Welt et la Süddeutsche Zeitung. La "FAZ" (comme on la surnomme) est le quotidien allemand le plus diffusé à travers le monde (avec environ 1 million de lecteurs par jour).

Je précise que c'est un journal plutôt conservateur, proche des milieux d'affaires allemands, et que son siège social et ses bureaux sont à Francfort, comme son nom l'indique ("Frankfurter Allgemeine Zeitung" signifie "Journal général de Francfort").

POURQUOI EST-IL INTÉRESSANT DE LIRE LES ARTICLES DE LA FAZ SUR LA

ZONE EURO ?

Ces différentes caractéristiques ne sont pas pour rien dans le fait que la "FAZ" est devenue, au cours des années, une sorte de porte-parole officieux des responsables de la Banque centrale allemande (Bundesbank), dont le siège est aussi à Francfort, tout comme celui de la BCE.

Les experts n'ignorent donc pas que les articles de la FAZ, lorsqu'ils traitent des problèmes monétaires et de la zone euro, reflètent généralement le point de vue des dirigeants de la Bundesbank. Parfois même, certains articles sont directement inspirés par les dirigeants de la banque centrale allemande lorsqu'ils estiment de leur devoir d'alerter l'opinion publique sur un sujet qu'il leur est interdit d'exposer publiquement ès-qualités, pour des raisons politiques et professionnelles.

C'est pourquoi la FAZ s'est faite, au cours des dernières années, le porte-voix d'analyses très bien informées et de plus en plus sévères contre l'euro, la politique de la BCE, les contradictions de plus en plus insurmontables de la monnaie commune européenne, etc.

Tous ces articles sont suivis de près par les diplomates et les spécialistes car ils offrent une mine de renseignements et ils reflètent le sentiment d'indignation croissante qui domine dans les couloirs feutrés de la Bundesbank envers les risques déments et insolubles provoqués par l'euro.

C'est la raison pour laquelle je crois bon d'informer les adhérents et sympathisants de l'UPR du tout dernier article paru hier dans la FAZ (samedi 21 juillet 2012), sur la situation financière de l'Espagne.

Car cet article comporte quelques "scoops" du plus haut intérêt sur le panier de crabes de la zone euro et qui laissent augurer des événements futurs.

Non dépourvu de quelques touches d'humour grinçant, cet article percutant est également intéressant par ce qu'il nous révèle de la façon de raisonner des élites intellectuelles et du monde des affaires d'outre-Rhin.

Voici la traduction de cet article, réalisée par mes soins

(donc sous réserve que je n'ai pas commis d'erreurs) :

-- Crise de la dette -- ET MAINTENANT, L'ESPAGNE BRÛLE Article de la Frankfurter Allgemeine Zeitung de Leo Wieland - 21 juillet 2012

Source : <http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/europas-schuldenkrise/spanien/schuldenkrise-jetzt-brennt-spanien-11827688.html>

21/07/2012 • Valence est insolvable. D'autres provinces suivront bientôt : l'Espagne ne peut payer que jusqu'en septembre et met maintenant la Banque centrale européenne sous pression de façon agressive.

SOMBRES PERSPECTIVES

L'Espagne n'a plus de « plan B ». L'argent en caisse ne lui permet de tenir que jusqu'en septembre. Ensuite, après la pause du mois d'août, le Trésor public devra émettre de nouvelles obligations d'État pour se procurer de l'argent frais.

Si les taux d'intérêt et la prime de risque sur les obligations espagnoles se maintiennent au niveau record du dernier « Vendredi Noir », la quatrième plus grande économie de la zone euro sera aussi la quatrième candidat à un plan de sauvetage, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

La tempête incessante sur les marchés financiers a ébranlé le pays et alarmé le gouvernement du pays à un degré qui peut se mesurer aux déclarations agressives et presque désespérées du ministre espagnol des Affaires étrangères.

Lors d'une conférence avec d'autres dirigeants européens à Palma de Majorque, José Manuel García-Margallo a en

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
effet attaqué la Banque Centrale Européenne (BCE) avec une dureté sans précédent, comme s'il s'agissait de la Banque de Tunisie.

García-Margallo a accusé la BCE, qui a racheté des titres de dettes publiques depuis cinq mois, d'avoir gardé caché le fait qu'elle n'avait racheté aucune obligation d'État espagnole, empêchant ainsi de réduire la pression sur l'Espagne.

Et il a ensuite ajouté littéralement :

« Vous ne faites rien pour arrêter le feu sur la dette publique espagnole ! ».

Son appel à ce que la BCE intervienne maintenant en faveur de son pays au nom de la solidarité européenne n'a pas été son seul éclat. Lorsqu'on lui a demandé comment il voyait l'avenir de l'Union européenne et de la monnaie commune européenne, il a répondu que l'on ne pourrait « pas continuer encore très longtemps » à voir des pays comme l'Allemagne pouvoir s'endetter gratuitement, tandis que d'autres comme l'Espagne avaient de l'eau jusqu'au cou.

Ce qui est survenu le 20 juillet 2012, le « Vendredi noir », s'était signalé dès le jeudi soir par les images de rassemblements de protestation à travers tout le pays, selon un « scénario grec ».

Les manifestations organisées par les responsables syndicaux ont drainé principalement des salariés du secteur public et se sont déroulés dans le calme à travers tout le pays, à l'exception de quelques violences en fin de soirée dans la capitale madrilène.

Mais les avertissements des dirigeants syndicaux, qui annoncent leur réveil, un « automne chaud » et une deuxième grève générale pour cette année, ne sont certainement pas propres à rassurer les investisseurs internationaux en ce qui concerne la solidité et la solvabilité de l'Espagne.

Puis, en début d'après-midi, une nouvelle a fait l'effet d'un séisme : Valence a été la première des dix-sept régions de l'Espagne à demander l'aide du Fonds National de Sauvetage, nouvellement créé, pour répondre à ses graves problèmes de liquidités.

L'information, diffusée un quart d'heure après depuis Bruxelles, selon laquelle l'Eurogroupe venait d'approuver les termes d'une aide financière allant jusqu'à 100 milliards d'euros pour recapitaliser les banques défaillantes espagnoles, ainsi qu'une première tranche de 30 milliards pour les banques déjà en partie nationalisées jusqu'à la fin juillet, n'a pas permis d'effacer l'onde de choc de l'annonce de Valence.

LES VISAGES DES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT TRANSFORMÉS EN STATUES DE PIERRE

Mercredi, le Parlement a adopté imperturbablement le programme d'austérité drastique de 65 milliards, mais ceci a eu pour effet de faire chuter le marché boursier espagnol de près de six pour cent. Dans le même temps, la prime de risque sur les obligations d'État espagnoles, déjà bien au-dessus du niveau qui avait justifié les sauvetages grec, irlandais et portugais, a bondi à un niveau record de 610 points de base supérieurs à la valeur de référence allemande. Les taux d'intérêt pour les obligations de dix et trente ans ont atteint en fin de journée le taux d'environ 7,3 pour cent, se situant également dans la zone de danger extrême.

Les visages des représentants du gouvernement, qui ont appris ces nouvelles plus mauvaises les unes que les autres au cours du même vendredi, se sont rapidement transformés en statues de pierre. Cette série d'événements a amené la vice-Premier ministre et porte-parole du gouvernement, Soraya Sáenz de Santamaría, à déclarer de façon maladroitement qu'il était « incompréhensible » que les marchés en Espagne puissent punir de la sorte son gouvernement, qui ne cesse de mettre en œuvre depuis six mois à la fois un calendrier de réformes et des mesures d'austérité.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
En désespoir de cause, la vice-Premier ministre a cherché un refuge verbal auprès du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, en déclarant : « Je suis entièrement d'accord avec lui. La situation que nous vivons est due à la grande incertitude qui existe dans la zone euro ».

Puis, elle a esquivé toutes les questions, notamment quand on lui a demandé s'il était désormais inéluctable d'étendre le plan de sauvetage bancaire à l'ensemble du pays, ou si le plan de sauvetage ne suffisait déjà plus.

Quant aux deux fantômes majeurs de l'arrière-plan, à savoir l'insolvabilité éventuelle de l'Espagne et l'explosion de l'euro, il n'y a plus personne pour aborder le sujet.

SIX AUTRES RÉGIONS ONT BESOIN D'AIDE

Enfin, le ministre des Finances, Montoro Cristobal, a aussi vu s'abattre sur lui son propre lot de mauvaises nouvelles. Il a admis que la récession, avec un taux de croissance négatif estimé à - 0,5 % produit intérieur brut (PIB) en 2013, s'étalera sur une année de plus. Compte tenu de la chute des recettes fiscales et de l'accroissement des dépenses sociales – le taux de chômage devrait dépasser les 25 % cette année –, on ne peut déjà plus compter sur le taux de minicroissance de + 0,2 % qui avait été officiellement annoncé jusques là. En 2014, le PIB espagnol pourrait dégringoler de -1,5 %, comme l'ont déjà prévu plusieurs analystes étrangers, y compris le Fonds monétaire international (FMI).

À la suite, Montoro, le meilleur plumitif du gouvernement du Premier ministre Mariano Rajoy, a encore écopé d'une mauvaise nouvelle : en raison de la hausse des taux d'intérêt et des prestations de chômage, les dépenses du gouvernement dans l'année à venir devraient augmenter de + 9,2 %. Il a annoncé que la limite supérieure du prochain budget serait de 126 milliards d'euros (116 cette année) et estimé que le service de la dette pourrait accaparer un maximum de 39 milliards. Ce serait donc le plus gros poste budgétaire.

Tandis que le ministre des Affaires étrangères sortait de ses gonds de diplomate à Palma en lançant un appel d'urgence à la BCE, les tourbillons de poussière soulevés par Valence ne retombaient pas mais allaient s'étendre à d'autres régions.

Les six autres régions candidates au plan de secours s'appellent : la Catalogne – que l'on présentait naguère comme le « moteur » de l'économie espagnole à elle seule et dont le volume correspond approximativement à celui de l'économie du Portugal - ; les Îles Baléares ; les Îles Canaries ; la Castille ; la Mancha ; Murcie ; auxquelles pourrait s'ajouter une septième région : l'Andalousie, qui est la région la plus peuplée du pays. Elles annoncent toutes qu'à défaut d'obtenir une aide du Fonds de Secours, elles seront insolubles et dans l'incapacité de régler leurs obligations et les dettes de leurs fournisseurs parvenues à échéance.

MONTI VIENT À MADRID

Le gouvernement a prévu de doter de 18 milliards d'euros le futur Fonds National de Sauvetage. Dont 6 milliards proviendraient d'une avance de l'organisme public espagnol ayant la meilleure notation de crédit : la Loterie Nationale. Valence est un bastion du parti conservateur Parti populaire [actuellement au pouvoir], dont les élus locaux ont construit au fil des ans des bâtiments mégalomanes, et même un nouvel aéroport sur lequel aucun avion n'a jamais atterri. On s'attend à ce que la région ait besoin d'une première aide de secours de deux milliards. En Catalogne, il devrait y en avoir pour un peu plus cher. Quant à la taille du trou noir de l'Andalousie, dirigée par trois décennies de gouvernement régional socialiste, personne n'a même osé faire de pronostics.

Au cours du week-end, le Premier ministre Rajoy est resté fidèle à sa stratégie consistant à ne pas se montrer.

On a tout de même appris qu'il avait invité Mario Monti à Madrid – pour le 2 août - , son voisin italien et co-conspirateur contre la chancelière Angela Merkel lors du dernier sommet européen à Bruxelles. Cela pourrait permettre aux deux amis, dont le souhait d'obtenir la création d'Eurobonds suffit à provoquer la chair de poule à Berlin, de s'entendre sur une approche commune et de réfléchir probablement à une nouvelle tentative pour faire sortir la BCE du bois. Cependant, certains mettent en doute aujourd'hui que Monti veuille de nouveau s'identifier de trop près avec les Espagnols en déconfiture ; l'Italie n'est déjà que trop suspendue à la « prime de risque » des marchés.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
En attendant, la vice-Premier Ministre et porte-parole Sáenz de Santa Mariáns a lancé un nouveau mot d'ordre : « Maintenant, nous devons veiller à ce que les passifs financiers (des banques) n'empoisonnent pas la dette publique ».

C'est plus facile à dire qu'à faire, si l'UE et la BCE ne soutiennent pas l'Espagne sous les bras. Du point de vue de Madrid, Bruxelles agit toujours à l'allure d'un escargot, alors que la crise espagnole, qui est maintenant considérée essentiellement comme une « crise de l'euro » requiert de nouveaux mécanismes crédibles de soutien - avec l'aide de la banque centrale.

Pour l'Espagne, qui a besoin cette année de près de 60 milliards d'euros pour rembourser les échéances prévues, il y a deux variantes : la variante déjà « traditionnelle », avec des prêts soumis à des conditions macro-économiques et assortis des visites des « hommes en noir » ; et la variante de l'utilisation de fonds provenant du fonds de sauvetage bancaire.

Au cours de la semaine passée, dans presque toutes les capitales européennes, dont Madrid, on a nié avec véhémence que les 100 milliards d'euros puissent être utilisés à autre chose qu'à renflouer les banques. Mais quelque part dans les accords, il y a un paragraphe discret qui pourrait le permettre, sous réserve de l'approbation de l'Eurogroupe, et probablement aussi du Bundestag allemand.

Peut-être dès qu'un ministre des Affaires étrangères du type García-Margallo tapera du poing sur la table.

Leo Wieland - 21 juillet 2012

MES COMMENTAIRES ET CONCLUSION

Comme on vient de le voir, cet article de la FAZ témoigne d'une analyse précise, factuelle, réaliste, humoristique parfois mais toujours d'une très grande lucidité.

Le journaliste n'utilise pas un seul mot qui relèverait du romantisme à l'eau de rose des contes de fées européistes.

Il ne se plie à aucune révérence ni à aucun dogme européiste.

Il ne considère pas une seconde ses lecteurs comme des imbéciles à manipuler de toute urgence pour leur faire croire que l'Europe c'est la Paix et que l'euro c'est la prospérité.

Il prend au contraire un plaisir intellectuel et informatif évident à décrypter le dessous des cartes, les blocages et les problèmes effarants qui se dressent désormais devant l'Espagne et devant la stabilité financière de la zone euro.

En bref, le journaliste allemand fait son métier de journaliste. Avec toute la rigueur et la compétence nécessaires pour être ce que l'on appelle un "grand journaliste".

La comparaison avec l'entretien de Mario Draghi dans le journal français "Le Monde" que j'ai analysé hier est à cet égard proprement saisissante. La servilité avec laquelle les journalistes français ont servi la soupe au patron de la BCE, sans jamais relever ses contradictions et ses mensonges, témoigne mieux que de longs discours à quel point le professionnalisme et le courage ont quasiment disparu de la grande presse française.

En conclusion, je crois utile de souligner que l'UPR n'est pas uniquement LE SEUL mouvement politique français qui propose à nos concitoyens de se rassembler dans le but essentiel de sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN.

Comme en témoignent notamment les articles réguliers que je mets en ligne, l'UPR est aussi LE SEUL mouvement à informer nos concitoyens de ce qui se passe réellement dans les autres pays d'Europe et du monde.

Si l'on y réfléchit bien, le paradoxe est cocasse mais il est bien réel : tous les autres partis politiques français se proclament "pour l'Europe" ou "pour une autre Europe", en prenant des airs horrifiés lorsqu'ils découvrent notre programme. Mais en fait, tous ces partis et tous ces responsables se moquent comme d'une guigne des autres peuples d'Europe, de leurs contraintes, de leurs intérêts et de leur visions du monde.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

À la différence de tous ces Tartuffes de l'européisme ou de l'alter-européisme qui ne s'intéressent, au fond, ni aux peuples d'Europe ni même au peuple français, mais à la seule destinée de leur petite personne, nous nous déclarons quant à nous pour la sortie de l'UE et de l'OTAN, précisément parce que nous nous intéressons à tous les peuples du monde sur un pied d'égalité et de respect mutuel.

Comme le journaliste de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, nous savons que les Espagnols ne sont pas des Allemands, ni des Italiens, ni des Français, et nous en tirons les conséquences avec humour et bonté. Nous trouvons même que c'est bien mieux comme cela ! Car quel univers serait plus ennuyeux qu'une planète Terre qui ne serait peuplée que de clones d'un seul peuple ?

L'information que nous diffusons sur les autres peuples et les autres pays est toujours faite de façon précise, attentive et respectueuse. Même vis-à-vis des Américains puisque, comme cela est précisé noir sur blanc dans notre Charte fondatrice (note 2, page 3), nous faisons parfaitement la différence entre le peuple américain et ses élites dirigeantes.

Si l'on veut bien m'accorder cet adjectif peu courant en politique, je dirais même que nous parlons des autres peuples d'Europe et du monde de façon aimante. Parce que la vocation de l'UPR, comme celle de la France dans les plus beaux moments de son histoire, est d'aimer les Autres, et de se battre pour être le porte-parole de la liberté des peuples et des nations.

C'est éprouver beaucoup plus d'affection et d'amour pour le peuple grec ou le peuple espagnol que de souhaiter qu'ils puissent quitter l'UE et l'euro - en espérant que ce sera bientôt le cas des Français -, plutôt que de les entraîner dans la ruine et le malheur avec le reste de l'Europe, dans le seul but d'assouvir un fantasme pathologique d'unification continentale vouée à l'échec.

François ASSELINEAU